

Semaines d'initiatives sur l'extrême droite

L'extrême droite apparaît de plus en plus visible dans plusieurs domaines de la vie sociale. Ces tentatives de pénétration doivent être analysées afin de mieux les combattre. En particulier, nous refusons la banalisation du Front National.

Le réseau 35 de vigilance contre le racisme et la xénophobie d'État, créé en 2011, organise en janvier des temps d'informations, d'échanges, de mobilisations sur l'extrême droite, et en particulier sur le Front national.

👉 À RENNES

du mardi 14 janvier au jeudi 30 janvier

Programme



Depuis sa création en juin 2011, le réseau 35 a mis en lien les organisations suivantes : AFPS – ATMF – CADTM – CAR – Conseil des migrants – EELV – FASE – FSU – GA – GU – JC – Mix-Cité – MRAP – Mouvement de la Paix – NPA – PCF – PG – PS – Solidaires – UDB – UNEF – UTUD.

📞 www.vigilance-35.org

Mardi 14 janvier à 20 h

Carrefour 18, 2 rue d'Espagne (Métro Fréville)

Soirée débat : « Entreprise, syndicalisme et Front National »

Intervenants : Patrice Forgeau (secrétaire général de l'UD CFDT), Loïc Morel (secrétaire général de l'UD CGT), Noël Daucé de la FSU ainsi qu'un membre de l'Union syndicale Solidaires nationale.

Le monde du travail est durement frappé par la crise et les politiques d'austérité. La généralisation de la précarité, la montée du chômage, la stagnation des salaires nourrissent le désarroi, jusqu'au désespoir, dans des couches toujours plus larges de la population. L'extrême-droite prétend exploiter à son profit cette situation en instillant le poison du racisme, de la division entre les salariés suivant leur couleur de peau, leur confession, leur origine ethnique ou nationale. Elle stigmatise aussi volontiers les travailleurs « assistés ». Elle tente d'infiltrer les organisations syndicales, souvent en se dissimulant. Elle ne met pas en avant (ou rarement) ses positions véritables, foncièrement anti-syndicales, hostiles au droit de grève, opposées aux revendications, favorables au camp patronal avec lequel ses dirigeants ont partie liée depuis toujours. À l'heure où les formations néo-fascistes ont le vent en poupe partout en Europe, il est par conséquent urgent et nécessaire de développer un travail d'information, de sensibilisation, en particulier dans les entreprises. Les syndicats s'attendent à ce travail. Ils en parleront et en débattront le mardi 14 janvier.

Mardi 21 janvier à 18 h

4Bis, Cours des Alliés (Métro Charles de Gaulle)

Projection du documentaire « Mains brunes sur la ville »
de Jean-Baptiste Malet et Bernard Richard (2012), suivi d'un débat :
« Le Front National au pouvoir : de quoi parle-t-on ? »

Synopsis : Pourquoi des citoyens accordent-ils leur confiance à l'extrême droite ? Comment celle-ci se maintient-elle au pouvoir ? À Orange et Bollène, dans la circonscription du ministre Thierry Mariani (Droite Populaire), Jacques et Marie-Claude Bompard (FN puis Ligue du Sud) sont élus depuis de nombreuses années maires et conseillers généraux. Dans le silence médiatique, ils appliquent leur programme.

Mais quel programme ? Avec quel budget ? Quelle est leur idéologie, leur communication ? Quelle est leur politique et pour quel modèle de société ? Afin de répondre à ces questions, nous avons enquêté durant plusieurs mois à Orange et Bollène.

Jeudi 23 janvier à 20 h 30

Local de la FSU, 14 rue Papu (Bus n° 2, arrêt Horizons)

Conférence-débat :

« Le programme économique et social du FN : quelles évolutions ? »

Avec la participation de Bernard Teper,
co-animateur du Réseau Éducation Populaire.

Vendredi 24 janvier à 18 h 30

Maison de quartier de Villejean, 2 rue de Bourgogne (Métro Kennedy)

Cours participatif : « Le programme du FN est-il raciste ? »

Le collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes propose un cours participatif sur le programme du Front National. Il ne s'agira pas tant d'interroger le racisme du FN que d'analyser le programme économique, social, culturel, etc. du FN au prisme du concept de racisme. Le concept de racisme est-il pertinent pour caractériser et combattre le programme du « nouveau FN » de Marine Le Pen ?

Le cours participatif se déroulera en trois temps. D'abord, les participant-e-s seront invité-e-s à se mettre en groupes afin de découvrir et de commenter des extraits du programme du FN : cette phase débouchera sur une mise en commun. Ensuite, des individu-e-s du collectif proposeront leur lecture du programme du FN. Enfin, un débat collectif permettra à l'ensemble des participant-e-s d'échanger sur tout ce qui aura été dit dans la soirée.

Samedi 25 janvier à 15 h

Manifestation unitaire et festive contre l'extrême droite



Départ de la place de la mairie
Arrivée au Blosne
pour retrouver
le Forum Social de Quartier.

Jeudi 30 janvier à 18 h 45

*Instit d'Étude Ppolitique de Rennes, 104 boulevard de la Duchesse Anne
(Bus n° 1 ou 9 arrêt Guébenno)*

Conférence-débat : « Les Roms : des citoyens à part ? »

Intervenantes : Nicole Kiil-Nielsen (députée européenne membre d'EELV),
de Morgan Garo (Auteure du livre « Les Roms, une nation en devenir », 2009)
ainsi qu'un représentant de la mairie d'Indre (sous réserve).

8 à 12 millions en Europe, quelques milliers en France les Roms (ou Roms) sont-ils, aux dires de certains, cette nation sans États, indésirable, qui « pullule » dans des squats improvisés au gré de leur itinérance ? Ou plutôt pour d'autres correspondent-ils à l'image romantique véhiculée dans de nombreux romans qui touche à la fois au mystique et à une liberté fantasmée ?

Peuple minoritaire tant dans une Europe de l'Ouest où ils sont assimilés à la criminalité et à une mobilité frauduleuse, que dans une Europe de l'Est où ils sont ancrés dans les territoires de la pauvreté, les Roms subissent partout une ségrégation sociospatiale inscrite dans les paysages. Ce sort n'est hélas pas nouveau.

Rappelons que les Roms ont été mis dans des camps durant la dernière guerre mondiale et, pour des dizaines de milliers, exterminés. La République française a jusqu'à aujourd'hui assimilé les Roms français, « pudiquement » appelés Gens du voyage, à des étrangers et pratique une discrimination institutionnelle pour ces citoyens classés vraiment à part : relégation spatiale, liberté de circulation fortement surveillée, non-application de la loi sur les zones de stationnement, etc.

Quant aux nouveaux arrivants, elle en fait des boucs émissaires, ne respectant pas leurs droits en tant que citoyens européens. Les mobilités - contraintes ou volontaires - de ce peuple sans État ne cessent d'interroger sa place sur le continent européen, son statut, ses territoires, sa « (non)intégration ».

La permanence des rejets et des discriminations, de la sédentarisation forcée, de l'assignation dans des lieux de relégation, voire dans des camps, inquiète.

**Comment sortir de cette situation et mettre fin à ces discriminations ?
Quelles revendications a ce peuple, quelles solutions préconisent ses porte-paroles ? Venez en discuter...**